



Ninth UNCTAD Debt Management Conference

Geneva, 11 - 13 November 2013

The Debt Manager and Transparency: Capacity Building Needs

by

Mr. Bertin Mawaka Lubembo

General Director

Ministry of Finance

The Democratic Republic of Congo

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



Gestion de la dette et Transparence : les besoins en matière de renforcement des capacités de la RD Congo

Par

Bertin MAWAKA LUBEMBO

Directeur Général

CNUCED 2013

Novembre 2013

SOMMAIRE

- ❑ Introduction
- ❑ Réforme du système de gestion de la dette publique en RDC
- ❑ Défis et plan du Gouvernement
- ❑ Besoins en renforcement des capacités
- ❑ Conclusion

I. Introduction



I. Introduction(suite)

- La République Démocratique du Congo : pays post-conflit et post I-PPTE;
- Le pays a atteint le point d'achèvement de l'I-PPTE en juin 2010;
- Son ratio d'endettement extérieur à fin 2012 est évalué à 29 % du PIB;
- Cette viabilité demeure cependant précaire à cause de son exposition aux chocs exogènes et endogènes ;
- La structure économiques du pays repose sur l'exportation des produits miniers et agricoles, principalement le Cuivre, le Cobalt, le bois, etc ;

I. Introduction(suite)

- Depuis 2001, le pays a entamé des réformes structurelles importantes avec l'appui du FMI, de la Banque mondiale, de la BAD, de la CNUCED et d'autres partenaires au développement.
- Le grand défi reste le climat sécuritaire délétère à l'Est du pays qui perdure depuis des années. Cependant, nos forces armées, avec l'implication de la Communauté internationale et la Mission des Nations Unies en RDC (MONUC), ont réussi à mettre un terme à la guerre avec le mouvement rebelle dénommé M23
- La RD Congo attire de plus en plus des IDE, qui selon les prévisions, devraient s'accroître à moyen terme

Quelques indicateurs macroéconomiques de la RD-Congo

➤ PIB en constante croissance. Prévvision 2013 : 8 %.

	Indicateur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
➤ 01	PIB (taux de croissance)	3,7	3,5	4,7	3,5	7,2	6,9	7,2
02	PIB (en millions de USD)	8078,27	10234,93	10208,01	11055,33	13059,35	16202,51	18888,96
03	Inflation % (moyenne annuelle)	18,20	9,96	27,57	53,44	9,84	15,4	5,67
04	Inflation % (Fin période)	13,09	16,67	17,97	46,10	23,50	15,54	2,7
05	Recettes (%PIB)	16,5	15,4	19,5	23,3	19,2	18,9	20,9
06	Dons (%PIB)	3,47	0,63	0,99	5,68	14	8,3	8,1
07	Dépenses totales (%PIB)	16,5	16,1	17,3	17,5	12,9	17,7	19,9
08	Exportation (en millions de dollars)	2704,07	6147,90	6869,78	4371,03	8477,90	9471,94	8871,5
09	Importation (millions de dollars)	2891,6	5257,1	6725,8	4949	8042,5	8915,6	6772,5
10	Compte courant (en %PIB)	8,17	3,27	11,05	15,78	14,08	9,84	11,7
11	Taux de change (fin periode)	503,4	503	639,3	816,5	907	919	915,17
12	Dettes extérieures (en millions de USD)	1638,43	11218,35	10785,64	12282,79	4783,43	4652,27	4682,26
13	Dettes intérieures (en millions de USD)	29,50	24,71	1289,43	1327,44	1382,45	1406,66	1338,59
14	Dettes publiques totales (en mil. de USD)	10667,93	11243,06	12075,07	13610,22	6165	6058,93	6020,85

Source : Banque Centrale du Congo

II. Réforme du système de gestion de la dette publique de la RDC

- Les diverses missions d'évaluation du système de gestion de la dette (DRI, DeMPA, CNUCED....) ont relevé, il y a quelques temps, des faiblesses et des défis pour une gestion moderne de la dette publique :
- i. Cadre juridique de la gestion de la dette lacunaire;
 - ii. Absence d'une politique d'endettement public;
 - iii. Manque de coordination entre la gestion de la DP et les politiques macroéconomiques, notamment budgétaire et monétaire;
 - iv. Importants risques opérationnels de gestion de la dette;
 - v. Absence d'un mécanisme de contrôle et de reporting régulier de la gestion de la dette publique;
 - vi. Faibles capacités institutionnelles des organes impliqués dans le circuit de gestion de la dette.

II. Réforme du système de gestion de la dette publique de la RDC (suite)

- Face à la nécessité d'améliorer le système de gestion de la dette et d'aligner celle – ci aux normes internationales, le Gouvernement a entrepris un programme de réforme qui s'insère dans le Plan stratégique de réforme des finances publiques.
- Ce programme s'articule autour des compartiments ci-après:
 - la réforme institutionnelle du Bureau de la dette;
 - l'adoption des outils modernes de gestion de la dette;
 - le renforcement des capacités logistiques et techniques du personnel commis à la gestion de la dette publique ;

II.1. La réforme institutionnelle du Bureau de la dette

- En 1976, le Parlement a pris une Loi portant création de l'Office de gestion de la dette publique(OGEDEP) qui a fonctionné sous le modèle d'une caisse autonome d'amortissement.
- Par la suite, l'OGEDEP a connu des difficultés opérationnelles liées à la morosité de l'environnement macroéconomique qu'a connu le pays à partir de la 2^e moitié de la décennie 80;
- En 2009, l'Office a été transformée en Direction Générale de la dette publique(DGDP), une administration du Ministère de finances avec un cadre organique structuré en Front-Middle-Back office. Cette restructuration est en cours de réalisation.

II.2. L'adoption des outils modernes de gestion de la dette

- Le programme de réforme du système de gestion de la dette de la Rd Congo prévoit :
 - l'adoption du Loi cadre sur la gestion des ressources d'emprunt: objectif, procédures, acteurs de la chaîne de la dette, responsabilités, contrôle et communication
 - l'élaboration d'un Document de stratégie de la dette à moyen terme;
- Egalement, un Décret consacre la centralisation de la gestion de la dette au sein de la DGDP;

II.3. Le renforcement des capacités opérationnelles

- La CNUCED, à travers le Programme DMFAS, est à ce jour le principal fournisseur d'assistance technique du Bureau de la dette de la RD Congo;
- En mai 2005, le Programme DMFAS a installé le SYGADE 5.3 et formé le personnel à son utilisation;
- En juin de l'année passée, le Programme a installé la version améliorée SYGADE 6;
- Grâce à la CNUCED, la DGDP publie depuis 5 ans un **Bulletin statistique de la dette.**
- Elle a également donné son appui pour l'adoption d'un nouveau manuel des procédures internes adapté au SYGADE et à la numérisation des archives.

II.3. Le renforcement des capacités opérationnelles (suite)

- L'adoption de SYGADE comme système d'enregistrement a apporté des profondes mutations dans notre mode de gestion du portefeuille de la dette. Des sessions de formation sur l'utilisation de l'outil, l'élaboration des agrégats et l'analyse du portefeuille sont régulièrement organisées.
- A la suite des **Directives de gestion de la dette publiées** par le FMI et la Banque mondiale en 2001, l'adoption **des approches DSA et MTDS** sont le levier de la révolution dans le domaine de gestion de la dette publique.
- Notre programme de formation du personnel vise la maîtrise de l'analyse de la viabilité de la dette et de la MTDS.
- Notre ambition est de mener par nous-mêmes les analyses de viabilité de la dette conduites jusque là par les équipes de la Banque mondiale et du FMI.

III. Défis et plan du Gouvernement

- **La réduction du risque opérationnel.** Malgré le Comité de contrôle et de validation des données de la dette, le Plan de réforme prévoit l'Elaboration d'un plan de gestion du risque opérationnel;
- **L'élaboration du Document de stratégie d'endettement à moyen terme** dont l'objectif est d'élaborer un plan de portefeuille désiré, en termes des coûts et risques, en vue de préserver la viabilité de notre endettement;
- **La révision du cadre réglementaire de la gestion de la dette publique:** outre les prescrits des Directives pour la gestion de la dette, l'élaboration de la Loi cadre doit viser l'encadrement de l'endettement des provinces , des municipalités et des entreprises publiques qui sont une source potentielle du risque de surendettement.

III. Défis et plan du Gouvernement(suite)

- La production de **nos propres analyse de la viabilité de la dette;**
- Le développement à moyen terme d'un **marché financier et l'émission des titres publics** tant sur le marché domestique que sur le marché international.

IV. Besoins en renforcement des capacités

- Tous ces défis traduisent un besoin important en formation.
- AFRITAC Centre, un service d'appui institutionnel du FMI a déjà élaboré un calendrier de formation en DSA et MTDS;
- La dernière évaluation DeMPA (mars 2012) a relevé l'urgent besoin d'élaborer et d'implémenter rapidement le plan de gestion du risque opérationnel. A ce sujet, la DGDP recherche sur le plan interne et externe, les appuis financiers nécessaires pour le recrutement d'un consultant de longue durée.
- La fin du Projet Pôle Dette de la BEAC a créé un vide en Afrique francophone en ce qui concerne la formation permanente et autre assistance technique dans le domaine de la dette. Nous souhaitons que DRI et les autres partenaires reconduisent cette initiative.

V. Conclusion

- Nous remercions vivement la CNUCED à travers son Bureau DMFAS, AFRITAC Centre, le Groupe de la BAD, la BADEA pour leur accompagnement que nous espérons plus intense encore et formulons le vœu que très rapidement soit finalisé le module des analyses du SYGADE 6.
- Nous plaidons également pour la reprise incessante des activités de Pôle Dette qui s'est brusquement interrompu au moment où la RD Congo apprêtait son dossier d'adhésion.
- Le souci majeure reste d'avoir un cadre indiqué où les gestionnaires francophones de la dette de l'Afrique centrale trouvent l'opportunité d'échange et de mise à jour de leurs expériences professionnelles.

Merci pour votre aimable attention